

Technologies propres

La Suisse rêve d'être leader des cleantech

Doris Leuthard et Moritz Leuenberger ont présenté hier les ambitions du pays en matière d'économie verte

Emmanuel Barraud Berne

C'est un marché dont l'ampleur va croître pour dépasser les 2200 milliards d'euros d'ici à 2020. Les «technologies propres», dans la définition large de l'abréviation anglaise *cleantech*, occupent déjà aujourd'hui en Suisse plus de 150 000 personnes, soit près de 4,5% des actifs. Mais le pays serait «en perte de vitesse» en comparaison internationale.

Ce dernier constat, Doris Leuthard et Moritz Leuenberger sont bien décidés à le faire mentir ces prochaines années. «Nous avons le potentiel de devenir leaders mondiaux dans l'innovation liée aux cleantech. C'est notre objectif à l'horizon 2020», expliquait

hier la présidente de la Confédération.

Au ralenti depuis dix ans

Pour y parvenir, les deux ministres comptent s'appuyer sur tout un train de mesures et d'incitations. Ils ont donné hier les grands principes du «Masterplan Cleantech» dont les détails ne seront dévoilés que le 4 novembre, lors de la Conférence sur l'innovation. Cet avant-goût devait surtout permettre à Moritz Leuenberger d'annoncer avec sa consœur le lancement de cette campagne avant son départ à la retraite à la fin du mois.

Mais il donne aussi la mesure d'un bilan fâcheux. Les études mandatées par la Confédération pour dresser l'état des lieux du secteur des technologies propres sont en effet parvenues à la conclusion que la Suisse avait perdu son statut de premier de classe dans la course à l'écologie. Dans les années 90, les exportations suisses liées aux cleantech compaient pour 2,3% du commerce

mondial dans ce domaine, une proportion supérieure à la contribution suisse aux échanges mondiaux en général. En 2008, les cleantech cessaient de dominer la moyenne et la contribution suisse chutait à 1,4%.

Un ralentissement qui se serait affirmé «lorsque la proposition de centime solaire a été refusée par le peuple», explique Moritz Leuenberger. «Nous constatons déjà depuis 20 ans une érosion constante du taux de brevets suisses déposés dans le domaine cleantech», ajoute Doris Leuthard.

Raison pour laquelle c'est en priorité dans l'éducation et la recherche que la ministre de l'Économie veut introduire des «mesures incitatives». De quel ordre? Les réponses seront dans ce «plan directeur».

«Il y a merlot et merlot»

Moritz Leuenberger relève toutefois déjà qu'il faut par exemple améliorer l'information donnée au consommateur. «Je verrais bien une étiquette climatique à côté de

l'étiquette des prix pour tous les produits, et pas seulement comme aujourd'hui sur les voitures ou les frigos, explique-t-il. Face à une bouteille de merlot du Tessin et une bouteille de merlot du Chili qui s'affichent au même prix en francs et centimes, le client doit pouvoir comprendre immédiatement que le prix écologique n'est pas du tout le même.»

Au-delà de la prise de conscience du public, le «Masterplan cleantech» se veut surtout un moteur économique en direction d'un développement moins dommageable à l'environnement. «Nous ne voulons en aucun cas freiner la croissance de notre pays. Mais nous voulons qu'elle soit durable», insiste Doris Leuthard, soulignant que ces mesures incitatives se traduiront par la création de nombreux nouveaux emplois. «Cela aura sans doute un coût au début, mais nous devons penser à long terme. Comme ce secteur va croître, la Suisse doit se profiler pour être au premier rang», conclut-elle.

Nombreuses réactions

Le «Masterplan» de la Confédération est présenté alors même que le Parti socialiste suisse est en pleine récolte de signatures pour son «Initiative cleantech». Il y a moins de trois mois a été lancé à Genève, au niveau international, le «cluster» Cleantech Alps, qui vise à positionner la région lémanique à la pointe du secteur. En décembre dernier naissait l'association **Swiss-cleantech** pour fédérer les

entreprises actives dans le secteur et intervenir au niveau politique. Enfin, de plus en plus d'organismes financiers proposent désormais des fonds de placements directement estampillés cleantech». La preuve est faite: ce secteur est au cœur d'une grande attention. Globalement, les réactions aux annonces d'hier sont positives.

L'ancien chef de La Poste Claude Béglé qui relevait que

les cantons romands manquaient de coordination dans leur course à ces technologies salue «une très bonne chose», estimant qu'il est du devoir de la Confédération de «prendre la conduite du développement de ce secteur» pour «éviter l'éparpillement» des forces. De son côté, **Swisscleantech**, qui a lancé sa propre «stratégie cleantech», relève que la coopération entre les milieux politiques et économiques

dans la promotion de ces technologies est ainsi en bonne voie. Même le PS reconnaît le bien-fondé de l'état des lieux que propose ce «Masterplan», mais se montre déçu du contenu: «Notre initiative va beaucoup plus loin», souligne Patrick Angele, chargé de projet. **E.B.**